

La planification territoriale en France

Commission économique pour l'Europe 18 septembre 2007

Christian Curé

MEDAD / DGUHC, s/dir. planification et aménagement

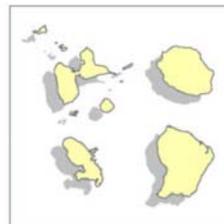
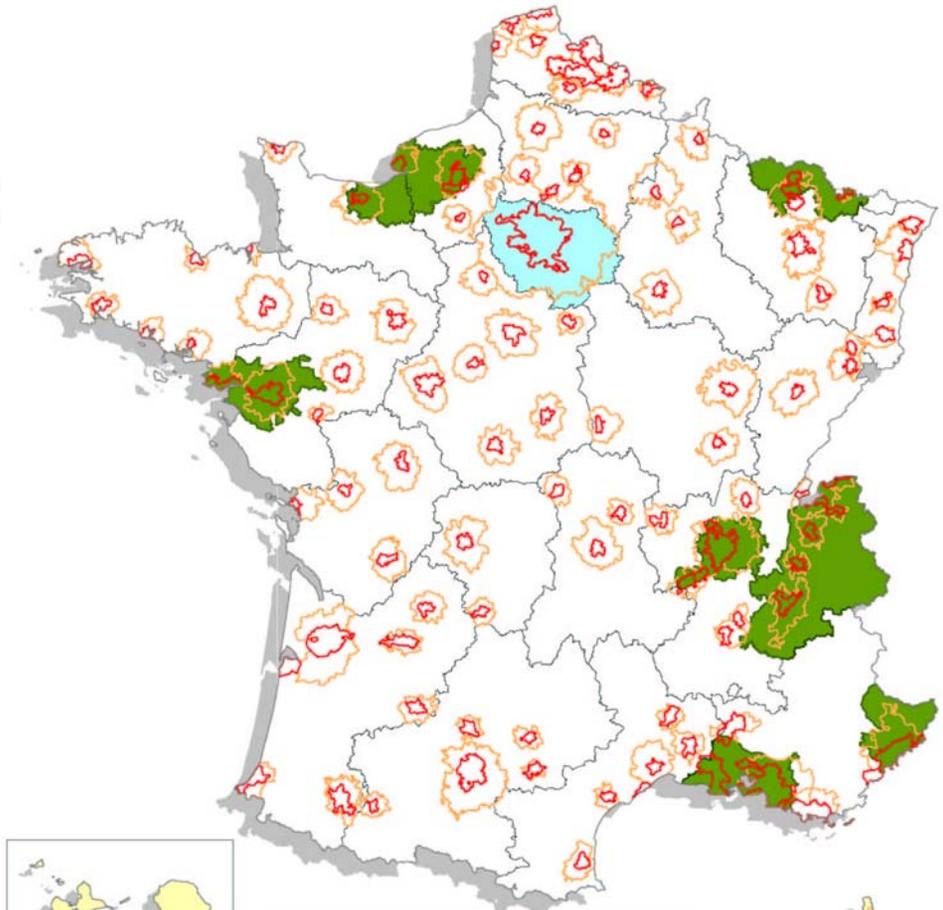
- 1. Les trois échelles de la planification territoriale**
- 2. Les enjeux territoriaux**
- 3. Les nouveaux instruments des politiques publiques et la place de la planification stratégique**
- 4. Le rôle de l'État**

1. Les 3 échelles

- **Schémas européens et nationaux**
 - SDEC, Schémas de services collectifs, décisions des CIADT
- **Schémas régionaux**
 - Schémas Régionaux d'Aménagement et de Développement du Territoire,
 - Schémas Régionaux d'Infrastructures de Transport,
 - Directives Territoriales d'Aménagement
- **Schémas et plans locaux**
 - Agglomérations:
 - Schémas de Cohérence Territoriale,
 - Programmes Locaux de l'Habitat
 - Plans de Déplacements Urbains
 - Communes:
 - Plans Locaux d'Urbanisme

Planification des grands territoires et Aires Urbaines contenant une unité urbaine de plus de 50.000 habitants

Source : DQHC / INSEE RP 99 / DATAR



selon l'aire urbaine non délimitée dans le DQHC



L'échelle régionale, la planification des grands territoires :

- 7 DTA
- le SDRIF

Red outline: Pole de l'aire urbaine contenant une unité urbaine de plus de 50.000 habitants

Orange outline: Couronne de l'aire urbaine contenant une unité urbaine de plus de 50.000 habitants

Green: DTA

Yellow: Schéma d'aménagement régional

Light green: Schéma d'aménagement régional et Plan d'aménagement et de développement durable

Light blue: Schéma directeur régional de l' Île de France

L'échelle locale: les Schémas de Cohérence Territoriale

240 SCoT en chantier

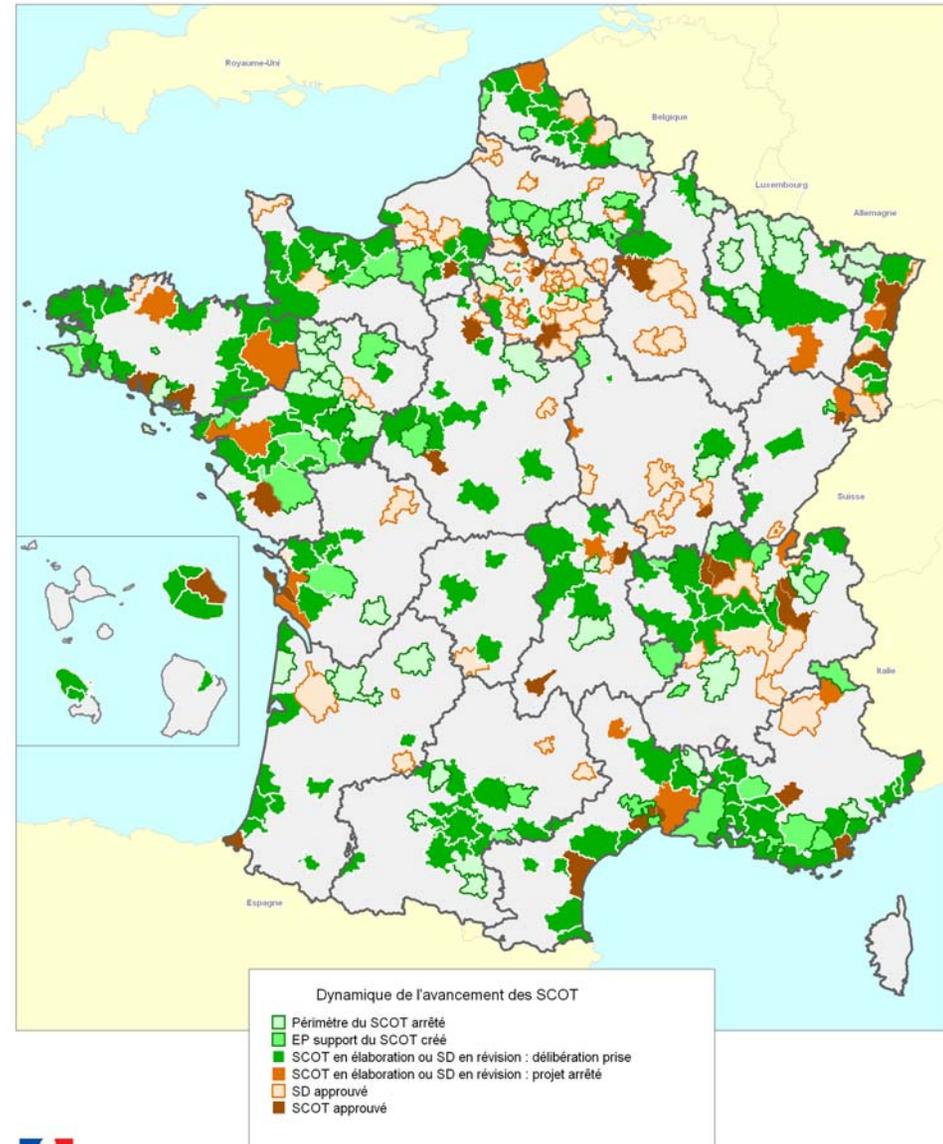
60 approuvés ou en voie
de l'être

30% de la population couverte

www.urbanisme.equipement.gouv.fr

Dynamique de l'avancement des SCOT au 1/1/2007

Source: DGUHC/DDE



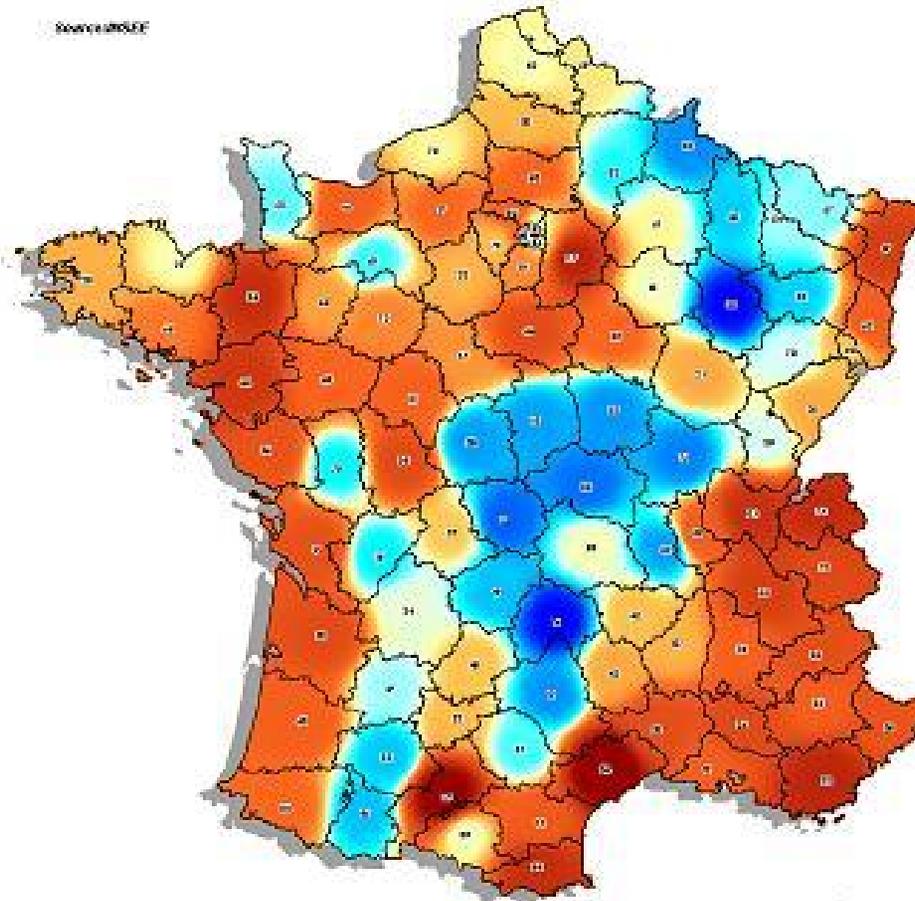
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION
D.G.U.M.C./O.E.I.

2. Les enjeux territoriaux

- Le littoral
 - Les territoires ruraux
 - La question métropolitaine
 - Villes et rénovation urbaine
-
- cohésion territoriale
 - développement durable (MEDAD)

Taux de croissance de la population par département entre le RP 99 et la projection 2030*

Source : INSEE



*Hypothèse migratoire : prolongement de la période inter-censitaire 1999-1998 (scénario U.DOMP/HALE)

3. Modalités d'intervention publique

- **Les Contrats de Projet État-Régions et les fonds européens**
- **La planification des grands territoires**

Des contrats de plan aux contrats de projet : les CPER 2007-2013

- Contrats de projet autour de grandes opérations d'investissement
- Objectifs: compétitivité, développement durable, cohésion sociale
- Nouveautés:
 - évaluation environnementale,
 - neutralité carbone

La planification territoriale

Les directives territoriales d'aménagement (DTA)

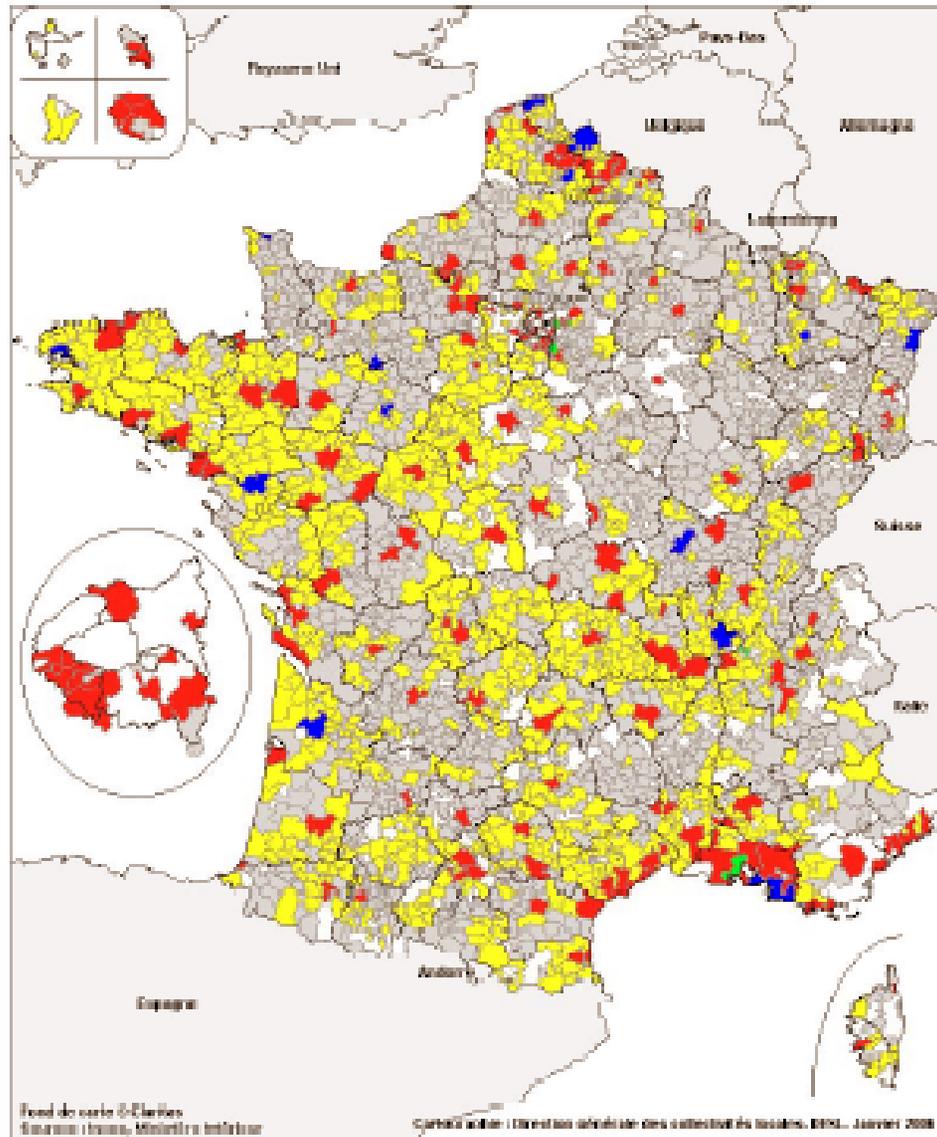
- Document stratégique de planification à long terme (horizon 20 ans)
- Outil à la fois d'aménagement du territoire et d'urbanisme
- Opportunité pour l'Etat d'affirmer ses priorités et sa vision d'ensemble sur des territoires porteurs d'enjeux nationaux particuliers (ex: conflits d'usage entre protection et aménagement)
- Faciliter l'organisation d'un espace très large où il y a multiplicité d'acteurs locaux et de périmètres d'interventions publiques

4. Le rôle de l'État

- **Régulation territoriale**
 - **Évaluation environnementale, Développement Durable, effet de serre**
 - **Directives Territoriales d'Aménagement,**
- **Cohésion urbaine et sociale**
 - **Programme Agence Nationale Renouvellement Urbain**
- **Ingénierie d'appui territorial**
- **Des outils spécifiques d'aménagement**
 - **Opérations d'Intérêt National et Établissements Publics d'Aménagement**
 - **Politiques foncières: Établissements Publics Fonciers...**

Carte de l'intercommunalité à fiscalité propre au 1^{er} janvier 2008

2 873 EPCI,
32 913 communes, soit 89 % des communes,
63 334 933 habitants, soit 85 % de la population française.



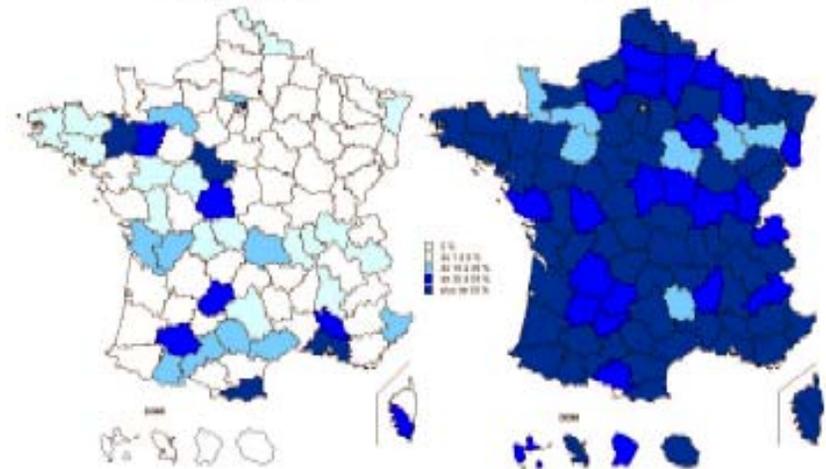
- Communauté de communes à fiscalité autonome
- Communauté de communes à fiscalité autonome (hors Métropole)
- Communauté urbaine
- Communauté d'agglomération
- Syndicat d'agglomération nouvelle

01.01.1999

01.01.2006

Au 1er janvier 1999

Au 1er janvier 2006



L'État régulateur

- Mise en cohérence des acteurs et des échelles
- Régulation des conflits d'usage
 - > **Directives Territoriales d'Aménagement**
- Prise en compte d'enjeux d'intérêt national :
Stratégie Nationale Développement Durable,
risques, droit au logement...
- Synergies entre acteurs publics et privés : pôles de
compétitivité

Politiques de l'habitat

- **Politiques de cohésion sociale : politiques partagées**
- **Etat garant des résultats des politiques publiques**
 - **Droit au logement**
 - **Mixité sociale**
 - **Parcours résidentiels**
 - **Développement durable**
- **Mais.... responsabilité de la mise en œuvre transférée/déléguée aux collectivités locales**
 - **Politique locale (PLH/PDH)**
 - **Programmation et mise en œuvre des actions**
 - **Politiques foncières**

Loi rénovation urbaine (1er août 2003)

- Loi pour le Programme National de Rénovation Urbaine
 - 465 M€/an
- Création de l'ANRU :
 - développer les projets de rénovation urbaine
 - traitement de 530 quartiers en ZUS
- Prolongation du PNRU de 5 à 10 ans, de 2004 à 2013
- 6 Md € de crédits d'Etat

Programme national de rénovation urbaine

- Objectifs:
 - Renforcer la démarche de projet
 - amélioration des espaces urbains,
 - développement des équipements publics,
 - réhabilitation de 400 000 logements sociaux,
 - démolition de 250 000 logements,
 - offre nouvelle de 250 000 logements sociaux

Loi libertés et responsabilités locales (LRL) du 13 août 2004

- renforcement des PLH
- délégations de compétence des aides à la pierre
- création des Comités Régionaux de l'Habitat

Loi de programmation pour la cohésion sociale (18 janvier 2005)

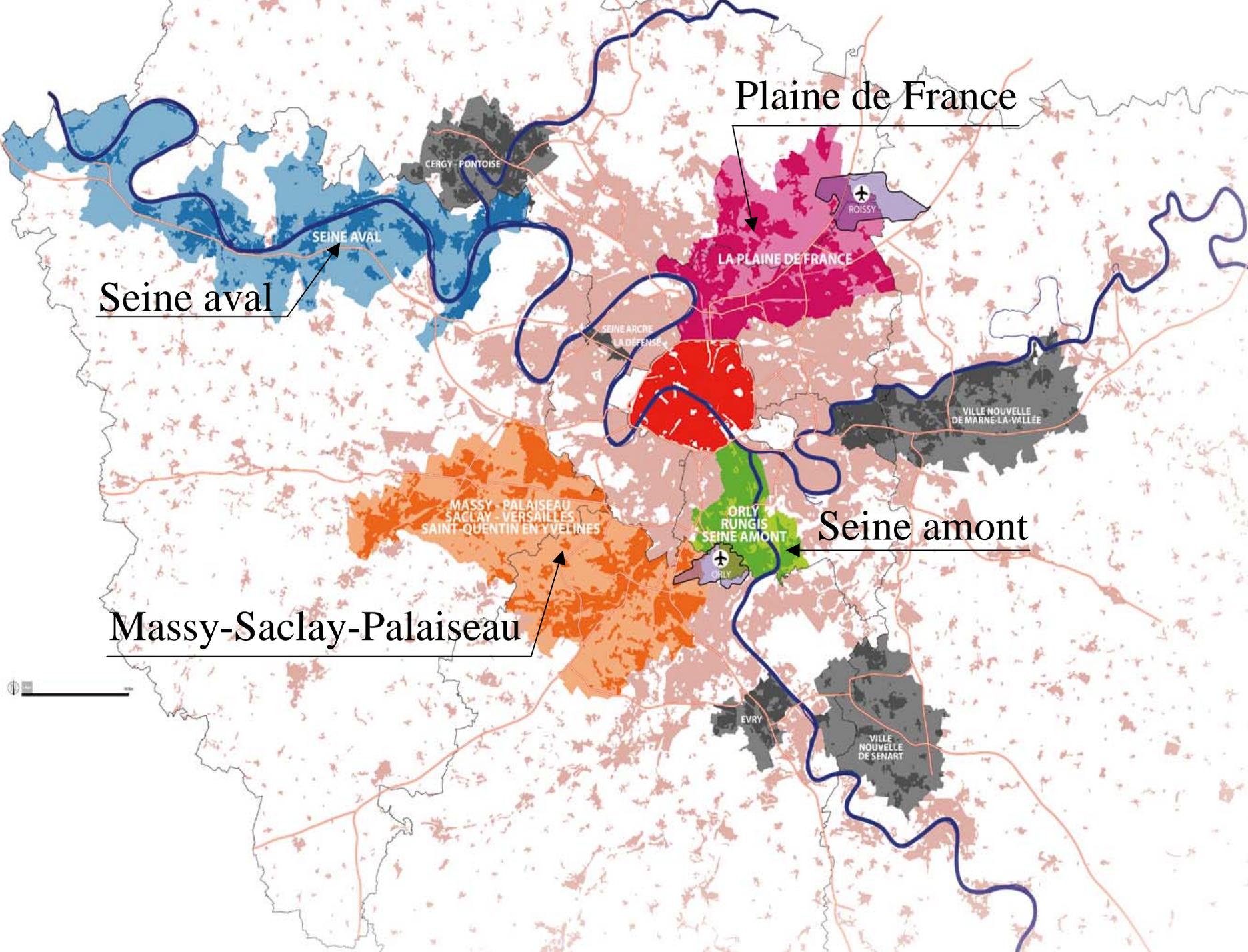
- Juin 2004 : le Plan de cohésion sociale
- Loi de programmation pour 5 ans : 2005-2009
 - 500 000 LLS en 5 ans
 - 200 000 logements à loyers maîtrisés
 - 100 000 logements vacants remis sur le marché
 - 100 000 places d'hébergement

Loi ENL du 13 juillet 2006

- actions prioritaires à conduire
 - Mobiliser les terrains publics
 - Adapter les documents d'urbanisme aux objectifs « logements »
 - Soutenir la construction de logements
 - Favoriser l'accession à la propriété
 - Développer le parc locatif privé à loyers accessibles
 - Lutter contre l'habitat indigne
 - Renforcer l'accès au logement

Des outils spécifiques d'État

- 3 nouvelles Opérations d'Intérêt National en projet en Ile-de-France
- Les Établissements Publics d'Aménagement de villes nouvelles ou de grandes opérations de restructuration urbaine



Plaine de France

Seine aval

Seine amont

Massy-Saclay-Palaiseau

CERGY-PONTOISE

ROISSY

LA PLAINE DE FRANCE

SEINE ARCHE
LA DÉFENSE

VILLE NOUVELLE
DE MARNE-LA-VALLÉE

MASSY-PALaiseau
SACLAY-VERSAILLES
SAINT-QUENTIN EN YVELINES

ORLY
RUNGIS
SEINE AMONT

EVRY

VILLE NOUVELLE
DE SENART

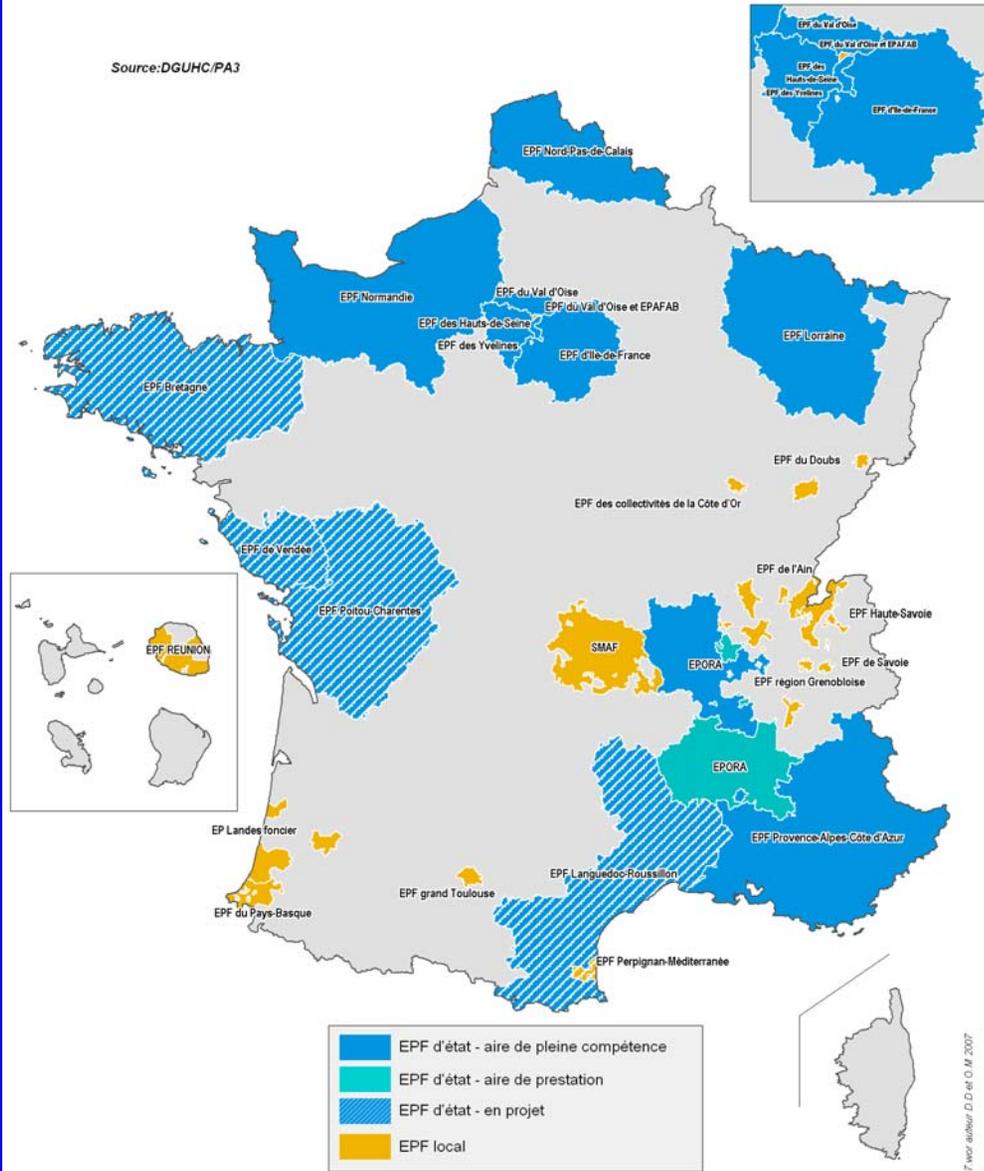


Relancer les stratégies foncières

- EPF: outil au service de la politique foncière des collectivités territoriales
- 9 EPF d'Etat existant + 10 EPF locaux
- Plusieurs projets de création prioritairement sur le littoral

TERRITOIRES COUVERTS PAR LES EPF AU 25 Juin 2007

Source: D.G.U.H.C./PA3



	EPF d'état - aire de pleine compétence
	EPF d'état - aire de prestation
	EPF d'état - en projet
	EPF local

Limites

- Intercommunalités en construction
- Insuffisante intégration des compétences des collectivités aux bonnes échelles
- Pas d'élection directe des élus d'intercommunalités

Quels enjeux pour la planification territoriale ?

- Sortir d'une planification trop rigide
- Besoin de réactivité, de souplesse
- Sortir de l'empilement des outils et des procédures
- Passer de la planification aux opérations d'aménagement
- Mobiliser tous les acteurs de la fabrique urbaine: aménageurs, promoteurs, urbanistes, population...